

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009, wordt aangevuld met een artikel 30/1, luidend als volgt :

« Art. 30/1. Het aantal voltijdse equivalenten per dienst, dat als basis dient voor de berekening van de toelagen bedoeld in hoofdstuk II, kan niet hoger zijn dan het aantal dat wordt vastgesteld in het kader van de toelage voor 2013.

Artikel 30 is uitsluitend van toepassing op de diensten die vóór 31 december 2012 worden erkend. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204218]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux services "Espaces-Rencontres"

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 170, alinéa 4, 171, tel que modifié par le décret du 7 mars 2013, alinéa 4, 175, tel que modifié par le décret du 7 mars 2013, alinéa 1^{er}, 177, tel que modifié par le décret du 7 mars 2013, alinéa 2, 180, alinéa 2;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 257 à 290;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2011;

Vu l'avis 53.395/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; »;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la famille, donné le 9 mars 2012;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 26 mars 2012;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 257 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots "et, le cas échéant, d'un chiffre romain identifiant le service lorsque plusieurs agréments ont été délivrés pour un même arrondissement" sont abrogés;

2^o il est inséré des alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

« Le service agréé bénéficiant d'une extension d'agrément en vue d'organiser une antenne dans son propre arrondissement porte l'appellation déterminée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Le service agréé bénéficiant d'une extension d'agrément en vue d'organiser une antenne dans un arrondissement voisin porte l'appellation de « Service Espaces-Rencontres » suivi de l'indication du nom de l'arrondissement couvert par l'agrément concerné, et de l'indication du nom de l'arrondissement où se situe son antenne. »

Art. 3. L'article 260 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le service organisant une antenne, y dispose d'au moins une pièce aménagée spécialement en vue des rencontres entre parents et enfants. »

Art. 4. Dans l'article 261 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "Le registre" sont remplacés par les mots "Tout registre";

2^o à l'alinéa 2, les mots "Le registre" sont remplacés par les mots "Tout registre".

Art. 5. Dans l'article 263 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou d'extension de l'agrément en vue d'organiser une antenne" sont insérés entre les mots "La demande d'agrément" et les mots "est introduite";

2° il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Outre les informations requises par l'article 171, alinéa 4, du Code décretaal, le dossier de demande d'extension d'agrément comprend :

1° l'identité de la personne représentant le service et ses coordonnées;

2° les coordonnées de l'antenne;

3° les noms, titres, diplômes et fonctions des membres du personnel;

4° l'indication de l'arrondissement judiciaire desservi par l'antenne;

5° l'indication des autres sources de subsidiations éventuelles du service par les pouvoirs publics, à quelque niveau que ce soit;

6° les jours et heures d'ouverture du service et de son antenne. »

Art. 6. Dans l'article 266, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "ou l'extension de l'agrément" sont insérés entre les mots "retirer l'agrément" et les mots "il en informe".

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 274/1 rédigé comme suit :

« Art. 274/1. Tout service agréé bénéficiant d'une extension d'agrément et organisant une antenne bénéficie d'un supplément de subvention couvrant les frais de personnel suivants :

1° 1 universitaire équivalent temps plein;

2° 0,5 travailleur social équivalent temps plein. »

Art. 8. Dans l'article 280 du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Tout service agréé bénéficiant d'une extension d'agrément et organisant une antenne, bénéficie d'un supplément de subvention de fonctionnement de 8.535,10 euros par an. »

Art. 9. Dans l'article 283 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "liés à la gestion d'un nombre de dossiers" sont insérés entre les mots "de fonctionnement" et les mots "le service";

2° il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour les services bénéficiant d'une extension d'agrément et organisant une antenne, le critère d'octroi des suppléments demandés est majoré de 100 dossiers. »

Art. 10. Dans le même Code, il est inséré un article 283/1 rédigé comme suit :

« Art. 283/1. Le service bénéficiant d'une extension d'agrément, bénéficie des suppléments de subventions de personnel et de fonctionnement à la date fixée dans l'arrêté d'agrément de l'antenne qu'il organise. »

Art. 11. Dans l'article 284 du même Code, les mots "liés à la gestion d'un nombre de dossiers," sont insérés entre les mots "de subventions" et les mots "dont il bénéficie".

Art. 12. L'article 285 du même Code, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les services bénéficiant d'une extension d'agrément et organisant une antenne, le nombre minimal de dossiers visés à l'alinéa 1^{er} est celui qui a été utilisé pour lui octroyer les suppléments de subventions. »

Art. 13. Dans la sous-section 4 de la section 2 du chapitre III du titre II du livre IV de la deuxième partie du même Code, il est inséré un article 285/1 rédigé comme suit :

« Art. 285/1. Lorsqu'un service bénéficiant d'une extension d'agrément et organisant une antenne y gère moins de 50 dossiers pendant deux années consécutives, la troisième année, son extension d'agrément lui est d'office retirée et il perd le bénéfice des subventions y liées. »

Concomitamment, le service bénéficie d'une majoration des suppléments de subventions de personnel et de fonctionnement liés à la gestion d'un nombre de dossiers, s'il répondait l'année précédente aux critères d'octroi fixés à l'article 17. »

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2013.

Art. 15. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204218]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende de diensten "Espaces-Rencontres"

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, artikelen 170, vierde lid, 171, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 maart 2013, vierde lid, 175, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 maart 2013, eerste lid, 177, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 maart 2013, tweede lid, 180, tweede lid;

Gelet op het regelgevend deel van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid, artikelen 257 tot 290;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2011;

Gelet op het advies 53.395/4 van de Raad van State, gegeven op 17 juli 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la famille" (Waalse Commissie voor het gezin), gegeven op 9 maart 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 26 maart 2012;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 257 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "en, desgevallend, van een Romeins cijfer ter identificatie van de dienst als verschillende erkenningen voor hetzelfde arrondissement verleend worden" worden opgeheven;

2^o er worden een lid 2 en een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« De erkende dienst die een uitbreiding van zijn erkenning krijgt met het oog op de inrichting van een steunpunt in zijn eigen arrondissement draagt de benaming bepaald overeenkomstig lid één.

De erkende dienst die een uitbreiding van zijn erkenning krijgt met het oog op de inrichting van een steunpunt in een naburig arrondissement draagt de benaming "Service Espaces-Rencontres", gevolgd door de naam van het arrondissement waarop bedoelde erkenning betrekking heeft en door de naam van het arrondissement waar het steunpunt gelegen is. »

Art. 3. Artikel 260 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« De dienst die er een steunpunt inricht beschikt er minstens over een lokaal dat speciaal ingericht is voor ontmoetingen tussen ouders en kinderen. »

Art. 4. In artikel 261 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in lid één worden de woorden "Het register" vervangen door de woorden "Elk register";

2^o in lid twee worden de woorden "Het register" vervangen door de woorden "Elk register".

Art. 5. In artikel 263 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden "of tot uitbreiding van de erkenning met het oog op de inrichting van een steunpunt" ingevoegd tussen de woorden "De aanvraag tot erkenning" en "wordt";

2^o er wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Naast de gegevens vereist bij artikel 171, lid 4, van het decreetgevend deel van het Wetboek houdt het aanvraagdossier voor de uitbreiding van de erkenning het volgende in :

1^o de identiteit van de persoon die de dienst vertegenwoordigt, en zijn adresgegevens;

2^o adresgegevens van het steunpunt;

3^o naam, titels, diploma's en functies van de personeelsleden;

4^o de vermelding van het gerechtelijk arrondissement dat door het centrum bediend wordt;

5^o de vermelding van de andere eventuele bronnen van overheidssubsidiëring die de dienst geniet, ongeacht de bestuurslaag;

6^o de dagen en de uren waarop de dienst en zijn steunpunt open zijn. »

Art. 6. In artikel 266, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of de uitbreiding van de erkenning" ingevoegd tussen de woorden "het voornemen heeft" en de woorden "van een dienst".

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 274/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 274/1. Elke erkende dienst die een uitbreiding van zijn erkenning krijgt en een steunpunt inricht krijgt een bijkomende subsidie ter dekking van volgende personeelskosten :

1° een 1 voltijds equivalent universitair;

2° een 0,5 voltijds equivalent maatschappelijk werker. »

Art. 8. In artikel 280 van hetzelfde Wetboek wordt een ingevoegd tussen de leden 3 en 4, luidend als volgt :

« Elke erkende dienst die een uitbreiding van zijn erkenning krijgt en een steunpunt inricht krijgt een bijkomende werkingsubsidie van 8.535,10 euro per jaar. »

Art. 9. In artikel 283 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "afhankelijk van het beheer van een bepaald aantal dossiers" ingevoegd tussen de woorden "werkingsubsidietoelagen" en "te krijgen";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de diensten die een uitbreiding van hun erkenning krijgen en een steunpunt inrichten, wordt het criterium voor de toekenning van de aangevraagde toeslagen verhoogd met 100 dossiers. »

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 283/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 283/1. De dienst die een uitbreiding van zijn erkenning krijgt, krijgt bijkomende personeels- en werkingsubsidies op de datum vastgelegd in het erkenningsbesluit van het door hem ingerichte steunpunt. »

Art. 11. In artikel 284 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "afhankelijk van het beheer van een bepaald aantal dossiers" *in fine* ingevoegd.

Art. 12. Artikel 285 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Voor de diensten die een uitbreiding van hun erkenning krijgen en een steunpunt inrichten, is het minimumaantal dossiers bedoeld in het eerste lid het aantal dat gebruikt werd om dit de bijkomende subsidies voor dit steunpunt toe te kennen. »

Art. 13. In onderafdeling 4 van afdeling 2 van hoofdstuk III van titel II van boek IV van het tweede deel van het Wetboek wordt een artikel 285/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 285/1. Wanneer een dienst die een uitbreiding van zijn erkenning krijgt en een steunpunt inricht, er minder dan 50 dossiers beheert tijdens twee opeenvolgende jaren, wordt zijn uitbreiding van erkenning het derde jaar van ambtswege ingetrokken en worden de daaraan verbonden subsidies niet langer toegekend.

Tegelijk krijgt de dienst een verhoging van de subsidiietoelagen voor personeels- en werkingskosten afhankelijk van het beheer van een bepaald aantal dossiers indien die dienst in het voorafgaande jaar voldeed aan de toekeningscriteria vastgelegd in artikel 17. »

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

Art. 15. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2013/02032]

15 JUILLET 2013. — Arrêté ministériel fixant la composition de la commission interparastatale des recours en matière d'évaluation

Le Ministre chargé de la Fonction publique,

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

Vu la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis;

Vu l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le ministère de la Défense, les articles 22bis, 22ter et 22quater, insérés par l'arrêté royal du 11 février 2013;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2013/02032]

15 JULI 2013. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de samenstelling van de interparastatale beroepscommissie inzake evaluatie

De Minister belast met Ambtenarenzaken,

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken,

Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie, de artikelen 22bis, 22ter en 22quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 februari 2013;